

Commission des relations de travail de l'Ontario

EN RELIEF

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat
Leonard Marvy, avocat

Novembre 2008

Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en octobre dernier. Ces décisions paraîtront dans le numéro de septembre-octobre des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à http://www.iijcan.org/index_fr.html.

Employé – Scrutin sur les dernières offres –

Renvoi – Le ministre demandait à la Commission de déterminer si deux employés (l'un avec un droit de rappel, dont le grief en cours se rapportait à un concours de recrutement, l'autre dont le grief en cours se rapportait à son congédiement) étaient des « employés compris dans l'unité de négociation visée » aux termes du paragraphe 42 (1) de la Loi – Les dernières offres de l'employeur comprenaient l'exigence du retrait par le syndicat de tous les griefs en suspens, y compris ceux des deux employés en cause – Étant donné l'intérêt de ces derniers dans l'issue du scrutin (possibilité de réintégration ou extinction de leur droit à un éventuel retour au travail), la Commission, en se fondant sur des affaires antérieures de sa jurisprudence, notamment *Dan Harris* [*Hall v. Graphic Communications*] et *Satisfied Brake*, informe le ministre que, à son avis, les bulletins de vote de ces deux personnes sont admissibles au dépouillement du scrutin – Avis dispensé

ANISHNAWBE MUSHKIKI HEALTH CENTRE; RE COMMUNICATIONS, ENERGY AND PAPERWORKERS UNION, LOCAL 7-0; File No. 1340-08-M; Dated: October 30, 2008; Panel: Brian McLean (7 pages)

Autorisation de poursuivre – Loi sur la négociation collective des employés de la Couronne – Redressement provisoire – Vente d'une entreprise – Succession aux qualités – Pratiques déloyales de travail – L'AEEGAPCO

demandait à la Commission d'émettre une déclaration quant à la succession aux qualités selon l'article 10 de la *LNCEC* – L'Association représente des employés de la Couronne qui étaient au service du Bureau d'assistance à l'enfance et à la famille (BAEF) et dont les fonctions et obligations étaient en voie de transfert au Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (BIPEJ), conformément à la *Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes* – La Commission constate qu'il y a effectivement eu un transfert d'activités : tous les volets du BAEF sont passés à son successeur, le BIPEJ; tous les clients du BAEF sont désormais clients du BIPEJ; le même système de gestion, de supervision et de direction des mêmes effectifs au même endroit est resté en place – Seul changement : les employés ne sont plus des employés de la Couronne, mais relèvent maintenant de l'Assemblée législative – La Commission estime que le BIPEJ n'a pas réussi à établir que le privilège législatif dont il alléguait l'existence était directement et étroitement lié à l'exécution des fonctions et responsabilités de l'Assemblée législative – La Commission déclare que le BIPEJ est le nouvel employeur; l'autorisation de poursuivre est retirée; les autres requêtes sont ajournées

THE CROWN IN RIGHT OF ONTARIO AND PROVINCIAL ADVOCATE FOR CHILDREN AND YOUTH; RE ASSOCIATION OF MANAGEMENT, ADMINISTRATIVE AND PROFESSIONAL CROWN EMPLOYEES OF ONTARIO; File Nos. 1899-07-R; 2056-07-U;

2057-07-U; 2121-07-M; Dated October 23, 2008;
Panel: Kevin Whitaker (11 pages)

Congédiement en raison d'activités syndicales

– Ordonnance provisoire – Recours – Pratiques déloyales de travail – Une organisatrice clé à l'interne, qui était nettoyeuse de jour au service d'entretien ménager, avait été congédiée par l'employeur pour avoir prétendument divulgué à un membre du personnel des documents confidentiels mis au rebut par un autre employé – Personne ne contestait que cette organisatrice n'ait jamais fait officiellement l'objet de mesures disciplinaires, qu'elle ait reçu des félicitations pour la qualité de son travail et des évaluations trois étoiles de son employeur ni qu'elle ait même été proclamée employée du mois – Les parties ne contestaient pas le fait que les situations ayant donné lieu à l'instance en suspens se soient produites pendant une campagne de recrutement, alors qu'une décision devait être prise sur un enjeu important – La Commission constate que, malgré l'existence d'un autre organisateur à l'interne, B était un élément clé : elle avait recueilli quatre fois plus de cartes que l'autre organisateur, et sa mise à l'écart était susceptible de causer un tort irréparable au syndicat – De plus, la prépondérance des inconvénients était en faveur du syndicat, puisque celui-ci ne pouvait pas faire grand-chose pour compenser la perte d'une organisatrice clé à l'interne, alors que l'employeur pouvait mettre en place des mesures pour se protéger contre l'éventualité d'une divulgation d'information par B – Enfin, la Commission relève l'existence apparente d'un lien de causalité entre le droit de B de participer aux activités d'organisation du syndicat et son licenciement : cette personne n'avait fait l'objet d'aucune mesure disciplinaire notable et avait même reçu des éloges sur son travail; cinq jours après avoir été mis au courant des activités syndicales de l'organisatrice, l'employeur avait reçu un avis alléguant des actes d'inconduite de la part de B; l'employeur avait manqué à enquêter sur ces actes et n'avait pas fait part des allégations à B – B n'avait pas été informée des détails relatifs à ces actes d'inconduite présumés, et la lettre de licenciement qui lui avait été remise n'en faisait pas non plus mention – La Commission ordonne entre autres la réintégration provisoire de l'organisatrice dans son poste – La requête principale suit son cours

FIVE BROTHERS HOSPITALITY PARTNERSHIP LIMITED C.O.B. HOLIDAY INN ST. CATHARINES; RE UNITE HERE; File Nos. 1904-08-M; 1905-08-U; Dated: October 15, 2008; Panel: Patrick Kelly (8 pages)

Employeur lié – Vente d'une entreprise – En qualité de représentant des thérapeutes, le SEFPO avait déposé une requête voulant que le CASC d'Ottawa, Kaymar, le VON et COTA aient été un seul employeur et/ou qu'il y avait eu vente d'une entreprise du CASC d'Ottawa à Kaymar, puis au VON et à COTA – Des services de thérapie étaient dispensés par le CASC d'Ottawa jusqu'à ce que le ministère de la Santé et des Soins de longue durée ordonne au CASC d'Ottawa, de même qu'à tous les autres CASC, de cesser la prestation de ces services – Kaymar s'était vu adjuger le premier contrat; ensuite, lors de l'appel d'offres de 2003, les services du VON et de COTA avaient été retenus – En premier lieu, la Commission estime que le CASC d'Ottawa n'avait aucune intention suspecte en adjugeant les contrats au VON et à COTA – En second lieu, la Commission juge que tous les entrepreneurs (Kaymar, COTA et le VON) avaient, à des degrés divers, investi leurs propres compétences, leur propre capacité d'évaluer et d'accepter le risque, ainsi que leurs propres infrastructures et gestionnaires dans la prestation des services de thérapie à titre d'entrepreneurs, en puisant à leurs propres ressources d'entreprise pour répondre aux exigences d'une situation fluctuante – De véritables relations de sous-traitance avaient été établies – Les requêtes relatives à un employeur lié sont rejetées; les requêtes relatives à la vente d'une entreprise sont rejetées, sous réserve d'une entente entre Kaymar, le SEFPO et le CASC d'Ottawa

OTTAWA COMMUNITY CARE ACCESS CENTRE, KAYMAR REHABILITATION INC., OTTAWA-CARLETON BRANCH OF THE VICTORIAN ORDER OF NURSES AND COTA COMPREHENSIVE REHABILITATION AND MENTAL HEALTH SERVICES; RE OPSEU; File No. 0090-04-R; Dated October 27, 2008; Panel: Mary Ellen Cummings (15 pages)

Unité de négociation – Accréditation – Industrie de la construction – Règlement – Le syndicat avait déposé une requête visant à obtenir, à l'extérieur du secteur ICI, une unité de négociation comprenant des journaliers et des menuisiers-charpentiers, corps de métiers qui, à la connaissance du syndicat, étaient les seuls non représentés à la date de la requête – Dans sa réponse, l'employeur avait accepté l'unité de négociation proposée par le syndicat, et c'est sur cette base que la Commission avait défini l'unité de négociation appropriée pour négocier collectivement – Lors de l'assemblée d'accréditation régionale, les parties avaient confirmé leur entente au sujet de la description de

l'unité de négociation, et, au moment de la présentation des observations suivant ladite assemblée, l'employeur avait contesté la qualité d'un des intéressés, invoquant que ce dernier consacrait la plus grande partie de son temps à un travail de mécanicien d'exploitation – La Commission relève que, en déterminant s'il lui faut modifier la définition de l'unité de négociation, elle doit concilier deux principes complémentaires : 1) les parties devraient être liées par les ententes conclues; 2) à l'extérieur du secteur ICI, les syndicats des métiers de la construction doivent obtenir le droit de négocier au sein d'une région géographique de la Commission soit au nom de leurs corps de métiers respectifs, soit au nom de tous les métiers non représentés des personnes au travail à la date de la requête – Aux yeux de la Commission, le premier principe doit céder le pas au second, pour les motifs suivants : i) les conséquences sur le plan des relations du travail de l'abrogation du second principe, qui donneraient lieu à un trop grand nombre de conflits de juridiction; ii) la personne en cause serait placée dans une position telle qu'il serait tout à fait improbable qu'elle soit représentée par un agent de négociation; iii) le second principe permet d'éviter les conflits découlant de la description des unités de négociation par le maintien d'une ligne de démarcation très nette (si un syndicat de métier dépose une requête au nom de corps de métiers autres que le sien, il doit répondre de tous les corps de métiers non représentés) – Enfin, la Commission conclut qu'une unité de négociation standard pour les secteurs de l'industrie de la construction autres que le secteur ICI permet d'éviter les manœuvres politiques, les remaniements arbitraires et les manipulations de positionnement et de tactique au cours du processus d'accréditation – La description de l'unité de négociation est modifiée – L'affaire suit son cours

RAYMAC CUSTOM HOMES AND/OR RAYMAC CORPORATION; RE UNIVERSAL WORKERS UNION, LIUNA LOCAL 183; File No. 3231-07-R; Dated October 22, 2008; Panel: Christopher J. Albertyn (9 pages)

Modification de juridiction – Industrie de la construction – Pratique et procédure – Syndicat – Le syndicat parent (la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique) avait assumé la surveillance du syndicat local, après quoi celui-ci avait déposé une requête auprès de la Commission en vertu des articles 147 et 149 – Deux affaires étaient ainsi en cause : le refus du syndicat local de fournir à la Fraternité des données sous forme numérique (problème relatif au logiciel ULTRA) et le fait que des personnes

aient été autorisées par le syndicat local à travailler dans sa région géographique sans en devenir membre ou sans qu'on leur permette de le devenir (problème relatif aux travailleurs « autorisés ») – La Commission souligne l'existence de tensions larvées entre la Fraternité et le syndicat local depuis que la Fraternité avait réduit le nombre des syndicats locaux et avait exigé qu'ils se réunissent pour former deux conseils régionaux – Bien que les parties aient réglé le problème relatif au logiciel Ultra, la Commission note que le manque de transparence de la part du syndicat local et son retard considérable à fournir une quelconque explication constituent des irrégularités – La Commission estime que le syndicat local a manqué à son obligation de pleinement divulguer à la Fraternité le fond d'une question à l'égard de laquelle celle-ci avait un intérêt légitime et le droit d'être informée – Ce refus donnait à la Fraternité un motif valable de restreindre l'autonomie du syndicat local par voie de surveillance, mais non au degré imposé – La Commission rend une ordonnance plus limitée, soit la transmission à la Fraternité de données au sujet des travailleurs autorisés par le syndicat local – Déclaration émise

UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA; RE CJA, LOCAL UNION 1256; RE ARNOLD BONGERS ET AL, AS THE TRUSTEES OF THE CARPENTERS' LOCAL 1256 PENSION PLAN, THE CARPENTERS' LOCAL 1256 VACATION PAY PLAN AND THE CARPENTERS' LOCAL 1256 WELFARE PLAN; File No. 1940-07-R; Dated October 30, 2008; Panel: David A. McKee (24 pages)

Accréditation – Pratique et procédure – Scrutin de représentation – L'unité de négociation proposée par le syndicat dans sa requête en accréditation ne comportait aucune clause sur l'étendue géographique – La Commission, à la majorité des voix, rappelle que, aux termes du paragraphe 8 (2), un scrutin de représentation doit être tenu s'il semble que les membres du syndicat représentent 40 % des particuliers compris dans l'unité de négociation proposée par le syndicat – À la majorité des voix, la Commission détermine que la tenue d'un scrutin de représentation s'impose et que l'urne doit être scellée – On traitera du caractère approprié de l'unité de négociation dans l'avis devant être donné selon l'article 8.1 – La Commission ordonne la tenue d'un scrutin

WESTERN TORONTO INTERNATIONAL TRUCKS INC.; INTERNATIONAL ASSOCIATION OF MACHINISTS AND AEROSPACE WORKERS; File No. 1992-08-R; Dated October

3, 2008; Panel: Ian Anderson, J.A. Rundle, S. McManus (4 pages)

Procédures en instance

Obligation du syndicat d'être impartial dans son rôle de représentant – Révision judiciaire – Pratique et procédure – Équité de procédure

– La plaignante alléguait devant la Commission que le syndicat avait agi de façon injuste à son endroit lorsque son nom avait été rayé de la liste des enseignants suppléants – Cette radiation avait eu lieu à la suite du refus de la plaignante de se conformer à la demande du conseil scolaire de ne pas diffuser en classe certaines de ses opinions (l'existence d'une conspiration impliquant l'Église catholique, le « pape noir » et les « Illuminati ») – Un premier règlement avait été conclu, selon lequel le syndicat acceptait d'étudier la possibilité du dépôt d'un grief et la plaignante de se soumettre à une évaluation psychiatrique – La plaignante avait ultérieurement refusé de coopérer, et la Commission avait estimé que le syndicat avait satisfait à son obligation d'impartialité – La Cour juge raisonnable la décision de la Commission, vu le nombre suffisant d'éléments de preuve suggérant que la demande du syndicat relative à la nécessité d'une évaluation psychiatrique était raisonnable et le fait que la plaignante avait manqué à coopérer à cet égard – De plus, l'utilisation faite par la Commission d'une « consultation » n'était pas contraire à l'équité de procédure; en effet, l'article 99 autorise la Commission à statuer sur une plainte sans tenir d'audience après « avoir consulté les parties », et la Commission avait effectivement consulté les deux parties – Requête rejetée

HOROCHOWSKI, DANA; RE ONTARIO ENGLISH CATHOLIC TEACHERS' ASSOCIATION, YORK CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD, OLRB; File No. 1115-04-U (Court File No. 188/07) Dated October 27, 2008; Panel: Lederman, Swinton, Baltman JJ. (4 pages)

Ajournement – Normes d'emploi – Révision judiciaire – Justice naturelle

– La Commission avait refusé d'accorder un ajournement, étant donné l'absence de consentement de la part des intimés et le préjudice qui leur était causé – Le requérant avait eu suffisamment de temps pour obtenir le consentement, et la demande n'avait rien à voir avec l'absence d'un document – Étant donné le caractère tardif de la demande, le défaut de consentement, les inconvénients pour les intimés et le motif de la demande (conflits entre dates d'audience), la Cour juge que la décision de la Commission ne constituait pas un déni de

justice naturelle – La décision de la Commission de statuer sur le fond de l'affaire était raisonnable – Requête rejetée

MISIR, DEVENDRANATH, A.K.A. DEV MISIR; RE MULUNESH F. AGAGO ET AL; File No. 0769-06-ES (Court File No. 281/07); Dated October 27, 2008; Panel: Carnwath, Swinton, Ray JJ. (4 pages)

Normes d'emploi – Révision judiciaire

– La Commission avait refusé d'accueillir la demande de l'employeur, qui souhaitait la prorogation du délai de révision d'une ordonnance de paiement – En raison d'une inadvertance de l'avocat, la requête avait été déposée six mois après la réception de l'ordonnance de paiement – La Cour juge que la norme de contrôle quant à la décision discrétionnaire de la Commission est le caractère raisonnable – En rendant sa décision, la Commission avait tenu compte de l'objet de la Loi et du préjudice prévisible, mais n'avait pas examiné le fond de la réclamation – La Cour relève que, à la Commission, il n'existe pas de principe uniforme voulant que le fond de la réclamation soit pris en compte; de toute façon, après examen de la déclaration du requérant selon laquelle l'agent des normes d'emploi avait tort, la Cour estime qu'il s'agit là d'une question d'interprétation – La Cour juge raisonnable la décision de la Commission – Requête rejetée

SOLID GOLD INN, 848347 ONTARIO LIMITED O/A; RE CHRISTINE LOWE, MOL AND OLRB; File No. 3823-07-ES (Court File No. 224/08); Dated October 17, 2008 (3 pages)

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7^e étage, 505, avenue University, à Toronto.

Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
Mohamed C.Z. Khan Divisional Court No. 461/08	2153-01-OH	En cours
Dr. Peter Khaïter Divisional Court No. 431/08	4045-06-U et al	En cours
Christian Labour Association of Canada Divisional Court No. 382/08	3798-05-R; 3958-05-U	En cours
Lorraine Fraser Divisional Court No. 1719 LONDON	0059-06-ES; 0061-06-ES	En cours
Comfort Hospitality Inc. Divisional Court No. 344/08	2573-07-ES	En cours
Govin Misir v. S. Lalgudi Vaidyanathan et al Divisional Court No. 566/07	2966-03-ES; 3389-03-ES; 3390-03-ES	En cours
LIUNA v. Barclay Construction et al Divisional Court No. 310/08	0837-06-R	En cours
Solid Gold Inn Divisional Court No. 224/08	3823-07-ES	Rejetée – 17 octobre 2008
LIUNA, Local 183 (PineValley Enterprises) Divisional Court No. 201/08	0910-07-R	En cours
LIUNA, Local 183 (Saddlebrook) Divisional Court No. 201/08	3414-06-R et al	19 décembre 2008
BCC Constructors v. International Union of Painters Divisional Court No. 138/08	3174-06-R	En cours
Edgewater Gardens Long Term v. OPSEU Divisional Court No. 08-0015 HAMILTON	3166-07-R	23 octobre 2008 (Rejetée; les motifs suivront)
Jacobs Catalytic Ltd. v. IBEW Local 353 Divisional Court No. 66/08	2127-05-G; 3437-05-G	Novembre/décembre 2008
Ottawa Fertility Centre v. Ontario Nurses Association, OPSEU, CUPE Local 4000, Ottawa Hospital and OLRB Divisional Court No. DV-08-1394 OTTAWA	1531-06-PS	En cours
Ottawa-Carleton Public Employees Union (CUPE), Local 503 v. City of Ottawa et al Divisional Court No. 423/07	1386-06-R	En cours
Dev Misir v. Muluneshi F. Agago et al Divisional Court No. 281/07	0769-06-ES	Rejetée – 27 octobre 2008
Jacobs Catalytic Ltd. v. IBEW Local 353 et al Divisional Court No. 117/07 (M35498)	3737-05-U	Rejetée – 4 juin 2008 Requête en autorisation d'en appeler à la C. A.
Dana Horochowski v. OECTA; York Catholic DSB Divisional Court No. 93/07	1115-04-U	Rejetée – 27 octobre 2008
Janet Kitson v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours
Abduraham, Abdoulrab v. Novaquest Finishing Court of Appeal No. C48942	2222-04-ES, 2223-04-ES, 2224-04-ES	27 janvier 2009
City of Hamilton v. Carpenters, Local 18 Divisional Court No. 209/06	1785-05-R	Rejetée – 5 novembre 2008